

PRATIQUES RÉUSSIES



EN MATIÈRE D'IMPLICATION

DES **FEMMES RURALES**

AUX PRISES DE

DÉCISIONS LOCALES

FEMMES RURALES



"Seule on va plus vite,
ensemble on va plus loin"



MERCI À TOUTES LES FEMMES

L'ESPACE PUBLIC



Le GRDR et les partenaires impliqués dans la mise en oeuvre du projet « **Promotion de la représentation et de la participation des femmes rurales à la prise de décision locale** » tiennent à remercier l'ensemble de femmes et acteurs clés qui ont permis à ce projet pilote d'être une réalité.

Le présent guide de bonnes pratiques vise à éclairer les acteurs locaux sur les outils et les démarches pertinentes d'implication des femmes dans la gouvernance locale. Il met aussi en exergue les interactions entre le développement local et la participation des femmes rurales à la vie politique locale.

Le projet a reçu l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers pour qui la place de femme dans l'espace public est un accélérateur de développement.

GRDR / ASPROFER / UE / CCFD



*Participants au forum de clôture.
Septembre 2013*

RÉSUMÉ DU PROJET	8
Enjeux - Bénéficiaires - Résultats - Localisation - Durée	8
UNE DÉMARCHE INNOVANTE QUI MOBILISE TOUS LES ACTEURS DU TERRITOIRE	9
1. Le portage institutionnel de l'action	9
2. L'état des connaissances sur le terrain	9
3. Renforcement de capacités des femmes rurales	10
4. Elaborations d'un plan d'actions	11
5. Communication	11
CALENDRIER DU PROGRAMME "GOUVERNANCE AVEC LES FEMMES"	12
LES BONNES PRATIQUES	13
1. Emergence d'un environnement institutionnel favorable à la participation et à la représentation des femmes à la prise de décision locale.	13
2. Le diagnostic pour faire état de la situation des « femmes dans l'espace public dans le Guidimakha Kafo ».	15
3. Femmes et développement local : élaboration des outils.	16
4. Neutraliser l'obstacle de l'analphabétisme des femmes.	18
5. Redonner confiance en renforçant les capacités.	19
PARCOURS DE FEMMES	20



→ La décentralisation est en cours en Afrique de l'ouest depuis les années 2000. A travers la promotion de la gouvernance locale, la décentralisation a permis de questionner l'exercice du pouvoir et de l'autorité au niveau local. La participation et l'implication des citoyens dans les débats sur le développement économique local et l'aménagement du territoire, ont renforcé le dialogue territorial et contribué à plus de démocratie locale.

Pendant l'apprentissage de la démocratie ne se fait pas sans difficulté, les femmes et les jeunes sont souvent les citoyens de seconde zone car exclus des cercles de décision. Concernant l'exclusion des femmes des cercles de décision locale, nous avons fait les constats suivants :

- > Un faible engagement des femmes rurales dans l'action politique locale.
- > Des capacités d'analyse et d'action limitées pour les femmes leaders.
- > Un déficit de visibilité et de structuration des organisations féminines autour de l'action politique locale.
- > Des collectivités locales encore trop souvent dénuées de volontarisme, de compétences et d'outils pertinents pour aborder la question du genre.

Afin d'apporter des solutions concrètes, le **GRDR** et son partenaire l'**ASPROFER**, ont formulé un projet spécifiquement adressé aux femmes rurales, dont la mise en oeuvre répond au plus près à leurs besoins.

Les femmes représentent 51 % de la population et leur présence dans les cercles de décision est estimée à 7% dans les conseils communaux en région de Kayes. A travers la promotion de la représentativité des femmes rurales dans les cercles de décision, le projet souhaite valoriser le rôle et la place centrale qu'occupe la femme dans la société malienne et dans le développement du Mali.

Accompagner leur présence et leur implication dans les cercles de décision locale, c'est réellement s'engager pour lutter contre leur exclusion et la féminisation de la pauvreté. C'est aussi renforcer le choix politique de consolider des pratiques de démocratie locale participative, en associant la frange la plus importante de la population dans les cercles de décision locale.

Résumé du projet

TITRE

Promotion de la représentation et de la participation des femmes rurales à la prise de décision locale.

Enjeux

A travers la promotion de la représentativité des femmes rurales dans les cercles de décision, le projet souhaite valoriser le rôle et la place centrale qu'occupe la femme dans la société malienne et dans le développement du Mali. Les femmes représentent 51 % de la population et leur présence dans les cercles de décision est estimée à 7% dans les conseils communaux en région de Kayes.

Accompagner leur présence et leur implication dans les cercles de décision locale, c'est réellement s'engager pour lutter contre leur exclusion et la féminisation de la pauvreté. C'est aussi renforcer le choix politique de consolider des pratiques de démocratie locale participative, en associant la frange la plus importante de la population dans les cercles de décision locale.

Bénéficiaires

L'action a visé comme bénéficiaires directs : les 12 communes, 1 intercommunalité et 2 cercles de la région de Kayes. Et plus spécifiquement :

- > 200 femmes leaders.
- > 168 organisations féminines.
- > 123 élu(e)s.
- > 168 leaders communautaires.

Au-delà, c'est la population des 12 communes d'intervention qui s'élève à 152.000 habitants dont 77.000 femmes (50,6%), qui a été ciblée par le projet.

Résultats

Les femmes rurales sont accompagnées pour se positionner significativement dans le processus décisionnel local.

Les collectivités territoriales connaissent les enjeux de l'implication des femmes dans le processus décisionnel local et disposent des outils et des compétences y afférents.

L'action est capitalisée et diffusée à l'échelle régionale et nationale.

Localisation

L'action s'est déroulée dans 2 Cercles de la région de Kayes. Elle a ciblé prioritairement 12 communes (Bangassi, Djélébou, Gory Gopela, Gouméra, Guidimakha Kéri-Kafo, Karakoro, Koussane, Sahel pour le cercle de Kayes et Diafounou Gory, Guidimé, Diafounou Gory pour le Cercle de Yélimanè).

Durée

Le projet est prévu pour 18 mois (2012-2013).

Une démarche innovante

qui mobilise tous les acteurs du territoire

1. Le portage institutionnel de l'action

Toute action de développement se déroule sur un territoire. Pour augmenter les chances de réussite de projet, il est primordial que le premier responsable du territoire soit à minima informé de l'action et au mieux partie prenante de l'action.

L'action s'est déroulée dans trois communes du Guidimakha, et l'association représentant l'intercommunalité (ACGK) a été à l'initiative du projet. Elle a ainsi endossé la responsabilité de la mobilisation des acteurs, de l'information et la sensibilisation des femmes mais aussi le plaidoyer autour de la place et du rôle de la femme dans l'espace public.

L'engagement de l'ACGK dans ce projet s'est traduit par l'élaboration de chartes locales qui matérialisent un engagement solennel pris par les décideurs communaux pour le respect de certains principes fondamentaux d'implication des femmes dans l'élaboration et l'exécution des politiques locales.

Le partenariat avec l'ASPROFER offre un maillage d'acteurs important. En effet les démembrements de l'ASPROFER sur le terrain sont responsables de la mobilisation des femmes et de leur participation effective au projet.

Cet ancrage de l'action s'appuie aussi sur la mobilisation et l'implication des autorités traditionnelles et religieuses aux côtés des élus.

2. L'état des connaissances sur le terrain

L'absence des femmes dans l'espace public en région de Kayes est un constat aisé. Mais que disent les chiffres ?

Afin de ne pas discourir sans fondement, l'équipe projet s'est engagée à réaliser un diagnostic approfondi qui édifie les différentes parties prenantes et plus particulièrement les élus et les femmes elles-mêmes sur la non accessibilité des femmes aux espaces publics. Ce diagnostic réalisé par Wildaf Mali a permis de poser des constats mais aussi d'identifier avec les

femmes les freins à leur participation à l'action publique.

Il pose les bases de l'analyse de l'absence des femmes dans les instances de décision locale, du point de vue des hommes et du point de vue des femmes elles-mêmes. Ce regard croisé a conduit à formuler des recommandations spécifiques au territoire de l'ACGK.

L'équipe projet a rencontré les différentes parties prenantes impliquées dans l'accompagnement des femmes en milieu rural (services techniques, associations, organisations de base).

3. Renforcement de capacités des femmes rurales

Comment se présenter en public ? Comment vaincre sa peur ? Comment asseoir sa légitimité ? Qu'est-ce que le plaidoyer ? Comment unir les forces pour agir ?

Il existe une pléthore d'outils pour se mouvoir et exister dans l'espace public. Les femmes rurales impliquées dans le projet n'en ont pas connaissance.

Afin de faire exister « le rêve d'une femme rurale dans un espace public », des thépalabres sont organisés : les femmes élues, politiques rencontrent les femmes rurales pour partager ensemble leurs expériences. Ensuite les femmes sont formées sur les notions fréquemment utilisées pour parler de développement :





Décentralisation, développement local, approche genre, gouvernance, droits de l'Homme ou Citoyenneté.



Un accent particulier est porté à « la jeune » qui est la future femme de demain par la valorisation de son savoir et ses compétences.

Les élus sont sensibilisés sur la place importante qu'occupe la femme dans le développement local des territoires.

4. Elaborations d'un plan d'actions

L'engouement pour ce projet réside dans le fait qu'il soit mis en oeuvre par les

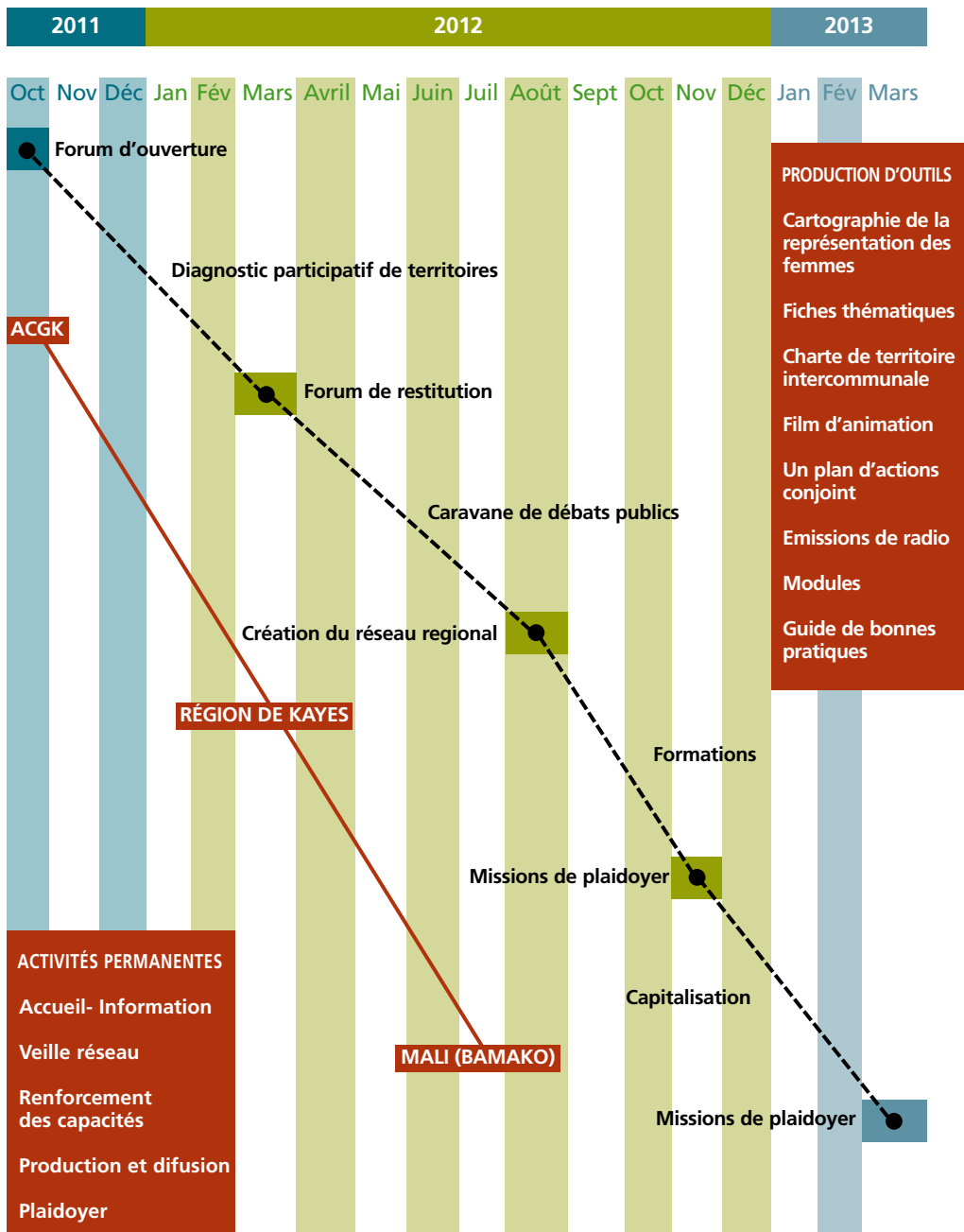
femmes (ASPROFER et bénéficiaires) et pour les femmes. Les actions ayant le plus d'impact sur leur quotidien sont identifiées, et mises en oeuvre en tenant compte des spécificités du territoire.

5. Communication

Pour démultiplier les impacts du projet, plusieurs émissions radiophoniques ont été réalisées dans chaque commune. Les femmes accompagnées ont pu témoigner en direct sur les ondes. Lors des temps forts du projet, les différents événements sont relatés dans la presse locale ou nationale. Un reportage à la télévision nationale a eu lieu lors du forum de clôture du projet.

Des outils de communication simples et faciles d'accès (fiches, témoignages, photos, guide) ont été produits et mis à disposition des parties prenantes

CALENDRIER DES TEMPS FORTS



Les bonnes pratiques

Sont mentionnées ici, les actions qui ont trouvé un écho positif sur le terrain et que les femmes souhaitent reconduire dans leur territoire.

On trouvera dans cette partie les actions menées avec les acteurs qui ont un impact sur l'implication de la femme dans les cercles de décision locale.

Pour chaque thématique abordée, il sera présenté :

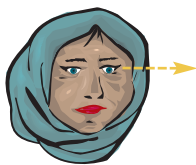
A > un constat.

B > la bonne pratique.

C > un zoom sur une activité.

D > un témoignage.

1. EMERGENCE D'UN ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL FAVORABLE À LA PARTICIPATION ET À LA REPRÉSENTATION DES FEMMES À LA PRISE DE DÉCISION LOCALE



A. CONSTAT

Les femmes représentent 51% de la population malienne mais elles sont quasi absente dans le paysage politique et leur voix est difficile audible sur les questions de développement local. Ce constat est encore plus criant en milieu rural.



B. LA BONNE PRATIQUE

- > **Travailler avec les élus** sur la place de femme dans la société.
- > **Sensibiliser les élus sur les plus-values de l'implication des femmes** dans le développement du territoire.
- > **Obtenir leur engagement pour lever les contraintes** à l'implication des femmes dans les cercles de décision locale.



C. LE ZOOM SUR...

La **charte locale** élaborée et signée par les élus de l'intercommunalité de l'ACGK définit les dispositions générales conformément aux fonctionnements des communes et à la nécessité de la participation des femmes rurales de l'espace ACGK à la gouvernance locale.

Le but de la charte locale est de contribuer à travers des engagements à l'amélioration de l'implication des femmes rurales dans la gouvernance locale.

Les exemples d'engagements :

- > Accroître chaque année de 1% le taux de scolarisation des filles ;
- > Oeuvrer pour encourager chaque année, l'école qui enregistre le meilleur taux de scolarisation et de maintien des petites filles dans le cursus scolaire;
- > Mettre en oeuvre un programme annuel de renforcement des capacités des femmes leaders ;
- > Organiser chaque année le prix de l'excellence pour les meilleures filles au niveau des écoles de la commune ;
- > Adopter un plan de concertation avec les organisations féminines de la commune pour tout investissement en matière de santé, éducation, hygiène et assainissement, hydraulique ;
- > Organiser par an deux sessions de formation pour le renforcement des capacités des organisations féminines de la commune ;
- > Établir entre la commune et les organisations féminines un partenariat durable basé sur la prise consensuelle des décisions, le partage des responsabilités et la participation effective des femmes aux étapes d'élaboration du PDSEC ;
- > Créer des activités génératrices de revenu pour les groupements féminins de la commune ;
- > Appuyer la création d'un lycée foyer pour le maintien de la petite fille à l'école.

Extraits de la charte locale pour la participation des femmes du Guidimakha Kafo aux cercles de prise de décision locale.

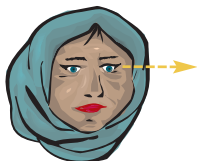


D. TÉMOIGNAGE DE....

Moussa Sarambounou, Vice-président de l'ACGK, Maire de Koussané : « la sensibilisation des élus sur la place des femmes en politique est importante car les élections se préparent en avance... Il « faudrait que les » femmes misent aussi sur les élections législatives et « fassent leur » l'objectif d'avoir une femme députéé dans le Guidimakha »



2. LE DIAGNOSTIC POUR FAIRE ÉTAT DE LA SITUATION DES « FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC DANS LE GUIDIMAKHA KAFO »



A. CONSTAT

Il est difficile d'obtenir des informations chiffrées sur les disparités existant entre les hommes et les femmes dans les cercles de décision locale. L'appréciation générale tendrait à dire que les femmes sont sous représentées dans ces espaces. Qu'en est-il réellement ? Qu'en pensent les concernées ? Qu'en pensent les hommes ? Quelles analyses avancées pour expliquer cet état de fait ? Le diagnostic réalisé par Wildaf – Mali a permis de recueillir des éléments de réponse.



B. LA BONNE PRATIQUE

- > **Réaliser dans enquêtes** (quantitative et qualitative) sur les territoires pilotes.
- > **Recueillir séparément la parole** des hommes et des femmes pour favoriser la libre expression.
- > Faire une **analyse statistique des données** recueillies.
- > Faire une **restitution des résultats aux personnes enquêtées** et **confronter leurs appréciations** à celles des personnes extérieures.



C. LE ZOOM SUR...

Situation des femmes dans les instances de décision de l'ACGK

- > L'ACGK compte 123 élus : 117 hommes et 6 femmes.
95,12% des membres des conseils communaux sont des hommes, et seulement 4,87% des membres du conseil communal sont des femmes.
- > Participation des femmes aux comités de santé :
Les associations de santé communautaire (ASACO) sont constituées de 102 membres : 81 hommes (79,4%) et 21 femmes (20,6%).
- > Participation des femmes aux comités de gestion scolaire :
Ces instances sont composées de 89 membres : 65 hommes (73%) et 24 femmes (27%).

NB : généralement sous représentées, les femmes sont plus actives dans les organes de gestion à caractère plus social que politique.

Les raisons de l'absence des femmes dans les cercles de décision des communes de l'ACGK

51,5 % des enquêtés estiment que la faible participation des femmes est due au refus des hommes. 26,2 % attribuent

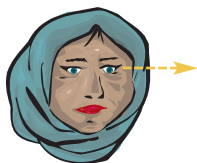
cette situation à autres causes (religion, tradition, analphabétisme, pauvreté etc.). 22,3 % trouvent que cela est dû aux femmes elles-mêmes.

A ces chiffres on peut ajouter les appréciations détaillées suivantes:

- > *Manque d'intérêt et de confiance des femmes elles-mêmes pour la vie politique ;*
- > *Manque de disponibilité des femmes, qui cumulent avec difficulté responsabilités professionnelles, maternelles et ménagères ;*
- > *Insuffisance de formation des femmes (taux d'abandon scolaire 10% pour les filles à Kayes contre 3% pour les garçons) ;*
- > *Fonctionnement des institutions : attitude des partis, mode de scrutin, système de liste, cumul des mandats, conditions d'exercice du pouvoir (réunions tardives...)* ;
- > *Insuffisance de ressources financières pour la prise en charge des dépenses des campagnes électorales ;*
- > *Poids des traditions (place des femmes dans la société) et l'influence négative de la culture à travers les us et coutumes.*

Le diagnostic permet ainsi de collecter des données propres au territoire et d'élaborer par la suite un plan d'action spécifique qui répond aux attentes des acteurs enquêtés.

3. FEMMES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL : ÉLABORATION DES OUTILS



A. CONSTAT

Sur le terrain, les élus reconnaissent le rôle important que la femme joue dans l'opérationnalité des actions de développement local. Mais elle est faiblement représentée dans le processus et surtout au niveau de la prise de décision. Il a semblé intéressant que chaque commune évalue sa pratique en matière d'implication des femmes dans les différentes étapes du processus.

« 96% des personnes enquêtées approuvent la nécessité de la participation des femmes aux processus du développement local » - Source : Diagnostic Wildaf-Mali.



B. LA BONNE PRATIQUE

- > **Auto-évaluer l'action communale** autour de quatre paramètres : Elaboration et exécution des PDSEC/plan annuel/budget communal/comité de gestion local
- > **Renforcer les capacités des femmes** dans la prise de la parole en public ;

- > Développer les **activités de plaidoyer et la confiance** des femmes en elles-mêmes
- > **Sensibiliser les femmes** afin qu'elles s'impliquent dans les débats.



C. ZOOM SUR....

Les bonnes pratiques des communes !

AXES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
Elaboration/exécution des PDSEC.	<ul style="list-style-type: none"> > Les femmes participent aux processus de collecte, restitution, validation et exécution. > Les femmes donnent et défendent leurs points de vue. > Les femmes exigent que leurs préoccupations soient prises en compte. > Les femmes restituent aux autres femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> > Les femmes restent très timides. > Facteur socio culturel.
Elaboration et exécution des plans annuels.	<ul style="list-style-type: none"> > Les femmes participent à la validation des plans annuels. 	<ul style="list-style-type: none"> > Les femmes ne sont pas consultées au moment de l'élaboration et exécution des plans annuels.
Elaboration et exécution des budgets communaux.		<ul style="list-style-type: none"> > Absence des femmes durant l'élaboration des budgets communaux.
Participation des femmes aux instances locales de gestion concertées.	<ul style="list-style-type: none"> > Les femmes siègent dans les différentes instances de gestion. > Les femmes occupent des postes stratégiques au sein de ces instances : présidente, trésorière. > Les femmes font preuve d'une gestion saine et transparente. 	<ul style="list-style-type: none"> > Les hommes ne favorisent pas l'émergence des jeunes femmes dans les instances. > L'âge avancé de femmes siégeant dans les instances locales.

Présentes... oui ! Mais pas quand il s'agit du budget de la commune.

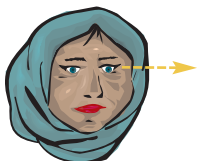


D. TÉMOIGNAGE DE....

Mme Goundo Kamissoko Présidente de l' ASPROFER Kayes :

« Les femmes ont toujours participé aux projets de développement mais jamais à la bonne place, elles sont toujours à l'arrière ».

4. NEUTRALISER L'OBSTACLE DE L'ANALPHABÉTISME DES FEMMES



A. CONSTAT

Les femmes impliquées dans le projet sont faiblement alphabétisées soit en langues locales soit en français. A cela il faut ajouter un taux de déscolarisation de 10% pour les jeunes filles en région de Kayes.

L'analphabétisme est un obstacle au développement et il n'encourage pas les femmes à avoir confiance en elles pour affronter l'espace public.



B. LA PRATIQUE

- > **Sensibiliser les femmes/les hommes** à l'importance de la scolarisation des jeunes filles
- > **Encourager la scolarisation des filles** pour avoir des compétences féminines capables d'influencer la prise de décision au niveau local ;
- > **Primer les meilleures filles scolarisées** des neuf communes de l'ACGK en organisant la « journée de la meilleure jeune fille scolarisée,
- > **Encourager l'esprit d'émulation** entre les filles scolarisées.



C. ZOOM SUR...

La journée de la meilleure jeune fille scolaire

Organisée sur deux jours (un jour de préparation et un jour de concours), et en présence des acteurs du secteur éducatif, des élus, et des services déconcentrés, 9 jeunes filles représentant les 3 communes du projet pilote ont été soumises à deux épreuves de deux heures chacune : une dictée et questions d'actualité.

Les délibérations ont été faites par le jury composé à la fois du personnel enseignant, des élus et de l'équipe projet.

3 jeunes filles ont été primées et les 6 autres ont reçues des lots de consolation.

Cette journée a été importante à double titre :

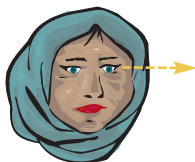
- > Elle a provoqué des changements de comportement chez les parents d'élèves par rapport à la scolarisation des jeunes filles,
- > Elle a créé l'émulation chez les élèves par rapport à la scolarisation (déclenchement de relais de candidature au concours de la meilleure jeune scolaire)



D. TÉMOIGNAGE DE...

Tacko Diabira, responsable des femmes de Koussané : « *Je souhaite que* » la formation et l'information pour la scolarisation des jeunes filles se poursuive car je veux que mes enfants aient une meilleure éducation et qu'ils restent plus longtemps à l'école.

5. REDONNER CONFIANCE EN RENFORÇANT LES CAPACITÉS



A. CONSTAT

Pour expliquer la faible participation des femmes rurales dans les cercles de décision locale, il est courant d'évoquer leur manque de compétences, leur timidité, leur manque de confiance, la méconnaissance des enjeux de la politique. Pour favoriser une participation active des femmes rurales dans ces espaces, des actions doivent être entreprises pour lever ces contraintes.



B. LA PRATIQUE

- > **Formation des femmes sur différentes notions de développement :** Décentralisation, développement local, approche genre, gouvernance, droits de l'Homme ou Citoyenneté.
- > Organiser des **temps d'échanges entre les femmes** leader/élues et les femmes rurales.
- > **Associer les hommes** aux sessions de formation.
- > **Proposer des outils simples** et facilement utilisables (coaching, thé palabre, plaidoyer).



C. ZOOM SUR...

Le réseau régional des femmes

Les groupements féminins occupent une place de choix dans les dynamiques territoriales notamment en milieu rural.

Les organisations socio professionnelles de femmes s'activent pour mobiliser et accompagner les initiatives locales portées par des femmes. Ces organisations sont aussi des lieux d'apprentissage de la citoyenneté locale.

Malgré leur contribution au développement local, ils sont fragilisés par une faible structuration à l'échelle régionale, un manque de visibilité et un déficit d'insertion dans les initiatives collectives en réseau autour du plaidoyer et de l'action politique.

Les processus de formulation des politiques publiques valorisent faiblement les groupements féminins, comme levier de démocratie participative locale et espace d'expression citoyenne.

Convaincues de l'intérêt de mutualiser et de structurer leurs initiatives, les femmes rurales de la région de Kayes ont conduit une démarche de réseautage qui a abouti à la création du réseau régional des femmes rurales.

Ce réseau va permettre aux femmes de se connaître, de se rapprocher et de discuter de leur situation.

D. TÉMOIGNAGE DE....

Mme Doussou Traoré : « *Les femmes doivent être unies pour mener ce combat car les hommes ne donneront pas la place aux femmes il faut qu'elles la prennent. L'espace public est une jungle dans laquelle il faut s'imposer. Les femmes ne doivent pas accepter d'être divisées, car cela permet aux hommes de mieux régner* ».



Parcours de femmes



Madame MARIKO Minata SIDIBE

Enseignante à la retraite-ancienne chargée de programme au Ministère de la promotion de la femme-Députée à l'assemblée nationale.

Arrivée au Ministère de la promotion de la femme en tant que chargée de programme, Mme S. n'avait pas de bureau. Elle a fait des démarches auprès du commandant du cercle qui lui a offert un bureau. A ce poste elle était en contact direct avec les associations, elle a ainsi contribué à la formalisation et la structuration de plusieurs associations dans le cercle de Diola. Très souvent lors de ces séances de formation, la restauration et l'hébergement des participants étaient à sa charge.

La mise en œuvre du « projet Karité » a permis l'octroi d'une plaque multifonctionnelle au village. Les femmes ont ainsi pu réduire le temps de travail des femmes et augmenter les revenus. Cela a aussi permis d'électrifier certains villages.

A travers son engagement associatif et les animations dans les villages, elle a été remarquée par certains politiques. Elle a donc été approchée par les membres d'une Association de soutien au Président de la République.

Inscrite sur la liste des candidats aux élections législatives de 2007, elle a dû faire face à l'épineuse question du financement des candidatures lors des échéances électorales. En elle il lui a été demandé de déboursier un montant total de 2 250 000 FCFA pour valider son candidature. Bien évidemment cette somme n'était pas en sa possession. Aussi, elle a mobilisé son entourage et contracter un emprunt auprès de Kafo Jiginew.

Ella a bénéficié également des formations de Wildaf Mali à qui elle rend un hommage.

Dans toutes ces actions qu'elle a entreprises, elle a été soutenue par son mari et sa famille. Pour elle, le soutien de son mari et de sa famille a été un facteur déterminant à sa réussite.



Madame BAKHAGA Fatimata KAMARA

Enseignante de second cycle- Présidente du conseil de cercle de Kéniéba.

Elle a été nommée conseillère au Centre d'Animation Pédagogique de Kéniéba chargée de la scolarisation des filles. Elle milite pour une plus grande scolarisation de la jeune fille et la confiance en soi.

Son entrée en politique fut toute autre. Elle a été inscrite sur la liste électorale de son parti sans qu'elle ne sache. Elle recommande aux femmes de « s'aider elles-mêmes » car personne ne le fera à leur place. Pour elle, le soutien du conjoint et de la famille est déterminant dans le combat politique.



Madame BOUARE Bintou Founé SAMAKE

Actrice associative

Elle dira qu'elle ne fait pas de la politique. L'organisme qu'elle dirige mène des activités de formation, de plaidoyer et de sensibilisation. En 2007, l'organisation a formé beaucoup de femmes. A Yorosso et Tessalit, Wildaf a soutenu les candidatures des femmes mais au dernier moment, les partenaires d'appui à ces initiatives se sont désistés en disant qu'ils ne financent pas les candidatures car il n'y a pas d'accord entre la structure et le gouvernement malien. Alors, Wildaf Mali a été obligée de solliciter de l'appui des membres et personnes ressources de WILDAF à travers un système de cotisations pour soutenir les candidatures.



Madame SY Kadiatou SOW

*Coordinatrice du PADEC-
ancienne ministre, ancienne Gouverneur*

Née dans un petit village de 300 habitants près de Niore du Sahel, elle était la seule fille à être inscrite à l'école. Elle poursuivra ses études à Bamako chez sa grand-mère. Lorsque cette dernière lui demandait « pourquoi veux-tu toujours continuer les études alors que tu sais déjà écrire une lettre ». A celle-ci, elle répond que son rêve a été de « devenir un jour commandant pour punir les parents qui enlèvent leurs enfants à l'école pour les marier ».

Militante d'un parti politique clandestin en 1987, elle fait partie des personnes qui ont déposé une lettre d'ouverture à la démocratie au régime de l'époque. Les activités politiques étant chronophages, elle s'est imposée au sein de son parti, des horaires à sa convenance.

En 1991, sur proposition du Premier Ministre de la transition au Président de la République et grâce à son combat pour l'avènement de la démocratie et du multipartisme au Mali en 1991, elle a été nommée comme Gouverneur du District de Bamako. Durant ce mandat, elle a renforcé la politique foncière en faveur des femmes (plusieurs femmes ont eu des terrains à Bamako).

Pour illustrer son combat pour les femmes, lorsqu'elle fut ministre des affaires étrangères et ministre de l'urbanisme et de l'Habitat, elle a été à la base de la création des 300 logements à Sabalibougou dont les 30% ont été accordés aux femmes.

Depuis bientôt 12 ans, elle est la Coordinatrice de PADEC . Cette activité lui permet de rencontrer les populations à la base et connaître leurs problèmes et leurs besoins.



Mme Fanta DIARRA

Cultivatrice de coton

Mme Diarra n'a pas fait d'études mais s'est formée à travers les multiples voyages qu'elle a fait (Espagne, France, Italie, Benin etc...). Née de parents agriculteurs, elle ne s'est pas intéressée à l'activité dans son jeune âge. Une expérience singulière lui fera changer d'avis : *« une vieille femme avait un fils qui enseignait à GAO. Ce dernier en partant lui confiât sa vieille mère qui tomba malade au moment des récoltes. C'est alors je décide de regrouper les femmes du quartier pour récolter le champ de la vieille femme. Après avoir récolté puis stocké les produits de la vieille femme, cette dernière annonce qu'elle vendra un grain de sorgho aux femmes du village à 100 FCFA ... à commencer par Mme Diarra ! C'est à partir de ce moment que je décide de retourner à la terre »*. Elle transporte de la fumure organique sur sa tête pour amender son champ. Pour la première campagne, elle a obtenu 2,7 tonnes de coton. Aujourd'hui elle emblave 35 hectares, possède un tracteur et des bœufs de labour.

Militante dans une association politique, elle était inscrite sur la liste électorale. Elle a été appelé par certains la « favorite cachée » car elle était la dernière arrivée et s'est classée 3^{ème}. Lors des précédentes élections, elle s'est heurtée au problème du financement de sa candidature et a été contrainte de renoncer. Elle recommande aux femmes d'avoir confiance en elle-même et de ne pas se sous-estimer. Elle rappelle aussi que le soutien de son mari et de sa famille a été aussi très déterminant dans sa réussite.

Appui technique:



Partenaires financiers:



GRDR - 2013

mali@grdr.org

www.grdr.org



« La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité du GRDR et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne ».